

AP N° 2021-APC-203-IC

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE**  
**autorisant la société Charles Moroni**  
**à étendre une carrière de sables et graviers,**  
**sur le territoire de la commune de Moncetz-l'Abbaye**

**Le Préfet de la Marne**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu le Code de l'environnement ;**  
**Vu le Code minier ;**  
**Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;**  
**Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;**  
**Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation installations classées ;**  
**Vu le schéma départemental des carrières de la Marne approuvé par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2014 ;**  
**Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) approuvé le 20 novembre 2009 ;**  
**Vu l'arrêté préfectoral prescrivant un diagnostic archéologique n°2011/281 du 30 juin 2011 au droit des parcelles Z9, Z10 et Z11 ;**  
**Vu l'arrêté préfectoral AP n°2014-A-007-CARR, en date du 25 mars 2014, autorisant la société Moroni à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire des communes de Cloyes-sur-Marne Moncetz-l'Abbaye et Norrois ;**  
**Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-APC-016-CARR en date du 1<sup>er</sup> août 2016, autorisant la société Moroni à modifier le phasage et la remise en état de la carrière de matériaux alluvionnaires exploitées sur le territoire des communes de Cloyes-sur-Marne Moncetz-l'Abbaye et Norrois ;**  
**Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2020-APC-163-IC et n°2020-APC-169-IC en date du 1<sup>er</sup> août 2020, autorisant la société Moroni à modifier le phasage et la remise en état de la carrière de matériaux alluvionnaires exploitées sur le territoire des communes de Cloyes-sur-Marne Moncetz-l'Abbaye et Norrois ;**  
**Vu le porter à connaissance de modification notable transmis par la société Charles Moroni le 20 avril 2020, complété les 23 juillet 2021 et 10 novembre 2021, concernant l'extension de la carrière sur le territoire de la commune de Moncetz-l'Abbaye sur la parcelle ZB8 ;**  
**Vu l'avis favorable du maire de la commune de Moncetz-l'Abbaye sur l'état final ;**  
**Vu la décision du 21 décembre 2020 de non soumission à l'évaluation environnementale de la demande présentée par le pétitionnaire en date du 26 octobre 2020 ;**  
**Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 20 octobre 2021 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles et la réponse du pétitionnaire en date du 10 novembre 2021 ;**  
**Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 17 décembre 2021.**

**Considérant que le projet de modification, objet du porter-à-connaissance mentionné ci-dessus, ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;**

**Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission**

départementale de la nature, des paysages et des sites ni celui du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Considérant** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires et d'adapter les prescriptions existantes.

**Sur proposition** de Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne.

## ARRETE

### ARTICLE 1 – Autorisation d'exploiter

La société Charles Moroni dont le siège social est situé 1, boulevard du Val-de-Vesie prolongé à Saint-Léonard (51500), est autorisée à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers portant sur les parcelles visées ci-dessous :

Sites	Communes	Lieux-dits	Parcelles	Superficies cadastrales	Superficies totales par site	Superficies exploitables approximatives
1	Cloyes-sur-Marne	Le Triangle	Z 60	1 ha 30 a 60 ca	5 ha 63 a 50 ca	4 ha 42 a 00 ca
			Z 61	4 ha 32 a 90 ca		
3		La Pièce d'Isle	Z 62	6 ha 12 a 70 ca	11 ha 76 a 90 ca	10 ha 21 a 00 ca
			Z 63	5 ha 64 a 20 ca		
4		La Pièce d'Isle	Z 66	6 ha 17 a 20 ca	10 ha 29 a 20 ca	8 ha 88 a 30 ca
			Z 69	4 ha 12 a 00 ca		
5		Le Mont	Z 9	1 ha 85 a 65 ca	17 ha 30 a 50 ca	10 ha 11 a 90 ca
			Z 10	10 ha 48 a 00 ca		
			Z 11	4 ha 96 a 85 ca		
6	Norrois	Le Bas du Mont	ZA 11	1 ha 07 a 50 ca	16 ha 97 a 40 ca	15 ha 26 a 85 ca
	Cloyes-sur-Marne	La Raie Terrage	Z 13	1 ha 02 a 45 ca		
			Z 14	3 ha 24 a 75 ca		
			Z 15	0 ha 62 a 50 ca		
			Z 16	3 ha 64 a 70 ca		
			Z 17	4 ha 47 a 20 ca		
	Cloyes-sur-Marne	La Raie Terrage	Z 12	2 ha 88 a 30 ca		
GSM (Société GSM Granulats)	Moncetz-l'Abbaye	Les Grandes Raies	ZB 5	3 ha 44 a 30 ca	18 ha 39 a 95 ca	16 ha 61 a 40 ca
			ZB 6	4 ha 00 a 45 ca		
			ZB 7	6 ha 88 a 05 ca		
			ZB 8	4 ha 07 a 15 ca		
Extension						
Surface totale					80 ha 37 a 45 ca	65 ha 51 a 45 ca

Le parcellaire du site GSM figure à l'annexe 1.

L'autorisation porte sur les activités suivantes :

Rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Désignation des installations	Rubrique	Régime	Quantité /unité
Exploitation de carrières	2510-1	A	Extraction de sables et graviers  Superficie cadastrale totale : 80 ha 37 a 45 ca dont 4 ha 07 a 15 ca en extension  Superficie exploitable totale : 65 ha 51 a 45 ca dont 3 ha 91 a 95 ca en extension  Volume des matériaux commercialisables restant à exploiter : 2 413 880 m <sup>3</sup> , (3 982 900 t) dont 141 100 m <sup>3</sup> (232 800 t) pour l'extension  Production (y compris l'extension): moyenne : 442 550 t/an
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	2517-3	D	S < 10 000 m <sup>2</sup>

A : Autorisation – E : Enregistrement – D : Déclaration - NC : Non classable

Rubriques de la nomenclature des Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements :

N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	46 ha 50 a	A
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	3 piézomètres (1 amont, 2 aval)	D

## ARTICLE 2 – Garanties financières

Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2020-APC-163-IC en date du 26 octobre 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'autorisation d'exploiter est conditionnée à la constitution effective des garanties financières.

Montant de référence des garanties financières :

Le montant de référence des garanties financières est établi avec :

- un montant de base calculé en fonction des caractéristiques maximales S1 (surface infrastructures et défrichée), S2 (surface en chantier) et L (Linéaire de berge) au cours de la période quinquennale considérée, et les forfaits correspondants indiqués à l'arrêté du 9 février 2004 ;
- un coefficient multiplicateur  $\alpha$ .

Le montant de référence (Cr) des garanties financières est fixé dans le tableau suivant. Pour sa détermination, l'exploitant a considéré la phase la plus pénalisante financièrement.

Les montants de référence (Cr) des garanties financières sont fixés dans le tableau suivant :

Période quinquennale	Surface S1 en ha	Surface S2 en ha	Linéaire L en ha	Montant de base en euros ( $\alpha = 1$ )	coefficient multiplicateur $\alpha$	Montant de référence Cr en euros
2021-2026	1,0030	2,5000	656	131 608,66	1,2123	159 536
2026-2030	0,1300	0,0000	660	33 042,15	1,2123	40 054

Le coefficient multiplicateur a été défini par :

- l'indice TP 01 de mai 2009 (INDEX<sub>0</sub>) égal à 616,5 (arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié) ;
- l'indice TP 01 (INDEX<sub>r</sub>) égal à 711,6 (indice de mai 2021 publié le 23/08/2021 soit 114 x coefficient de raccordement 6,5345) ;
- le taux de TVA applicable (TVAr) de 0,196 ;
- le taux de TVA applicable (TVAn) de 0,200.

Document attestant des garanties financières :

L'exploitant est tenu d'adresser au Préfet le document d'attestation de la constitution de garanties financières avant le début de l'exploitation. Une copie de ce document doit être adressée à l'Inspection des installations classées.

Le montant (Cn), indiqué dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières, doit être actualisé en fonction du dernier indice TP 01 (INDEX<sub>n</sub>) et du taux de TVA applicable (TVAn), avec la formule suivante :

$$Cn = Cr * INDEX_n / INDEX_r * (1 + TVAn) / (1 + TVAr).$$

Le document d'attestation de la constitution des garanties financières doit être conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 31 juillet 2012.

Un nouveau document d'attestation de la constitution des garanties financières doit être établi :

- au moins tous les cinq ans ;
- six mois suivant l'intervention d'une augmentation de l'indice TP 01 supérieure à 15 % par rapport à l'indice TP 01 pris pour le calcul du montant indiqué dans le document précédent.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Absence des garanties financières :

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Appel des garanties financières :

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Levée des garanties financières :

La levée de l'obligation des garanties financières est effectuée par arrêté préfectoral lorsque le site est remis en état. »

### ARTICLE 3 – Phasage

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-APC-163-IC en date du 26 octobre 2020 et de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-APC-169-IC en date du 12 novembre 2020 sont modifiés comme suit :

« Le phasage d'exploitation des sites 1, 3, 4, 5, 6 et GSM, reporté sur le plan en annexe 2, doit être scrupuleusement respecté. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord du Préfet.

Chaque phase correspond à une durée d'un an ».

nappes d'eaux souterraines. La surveillance pouvant perdurer pendant deux années et tant que de besoin après l'exploitation, ces modalités (mesures et calendrier) seront soumises à l'approbation de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 8 – Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la sous-préfecture de Vitry-le-François, à la délégation territoriale de l'Agence régionale de santé, à la Direction du service interministériel de défense et de la protection civile, à la Direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'au maire de Moncetz-l'Abbaye qui en donnera communication à son conseil municipal.

Une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, au siège social de la SA Charles MORONI, sise 60 boulevard du Val de Vesle Prolongé à Saint-Léonard (51500).

Fait à Châlons-en-Champagne, le **29 DEC. 2021**

**Pour le Préfet, et par délégation,  
le Secrétaire Général**

  
**Emile SOUMBO**

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions ;

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage ;

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **ARTICLE 4 – Limitation de l'extraction**

L'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-APC11-163-IC en date du 26 octobre 2020 est modifié comme suit :

« Sur le site GSM, la profondeur d'extraction est en moyenne de 4,5 m dont 3,60 m de gisement et 0,90 m de terre végétale. ».

« Pour cette extension, le volume du gisement est estimé à 232 800 t soit 141 100 m<sup>3</sup> ».

#### **ARTICLE 5 – Nature de la remise en état**

L'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-APC-163-IC en date du 26 octobre 2020 et l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-APC-169-IC en date du 12 novembre 2020 sont modifiés par les dispositions suivantes :

Site GSM : surface du plan d'eau 11 ha 79 a dont une île d'environ 0,31 ha - linéaire de berges total 1400 m, dont 40 m linéaires de berges filtrantes. Installation de 360 m de haie et 75 plants, en placets de 5, 15 ou 25 sujets, 4,14 ha de prairie, 3 ha de terres agricoles.

Les travaux de remise en état seront réalisés à l'aide des terres de découverte et éventuellement par l'apport de matériaux inertes extérieurs.

L'état final figure à l'annexe 3.

#### **ARTICLE 6 – Suivi des remblais**

Les apports de remblais respectent l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.

#### **ARTICLE 7 – Surveillance des eaux souterraines**

L'exploitant assure le suivi de la qualité des eaux souterraines en basses et hautes eaux dès les travaux de remblayage. A cette fin, il met en place un réseau de piézomètres selon les règles de l'art (1 en amont du sens d'écoulement et 2 en aval) afin de surveiller la qualité des remblais sur la parcelle ZB8 (voir annexe 4).

L'installation des piézomètres sera effective au plus tard dans un délai de 6 mois à compter de la signature de l'arrêté préfectoral.

Les piézomètres sont nivelés en m NGF.

Le suivi quantitatif et qualitatif comprend au minimum :

- une mesure en période de « hautes eaux » et de « basses eaux » du niveau piézométrique ;
- une campagne d'échantillonnage biannuelle, l'une en période dite de « basses eaux » et la suivante en période dite de « hautes eaux ».

Les paramètres analysés sont : température, pH, conductivité, matières en suspension (MES), arsenic, baryum, cadmium, chrome total, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, sélénium, zinc, aluminium, chlorures, fluorures, sulfates, hydrocarbures totaux (HCT), hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), composés organiques halogènes volatils (COHV) et la demande chimique en oxygène (DCO).

Les résultats de l'autosurveillance de l'année n, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes) au plus tard le 30 janvier de l'année n+1.

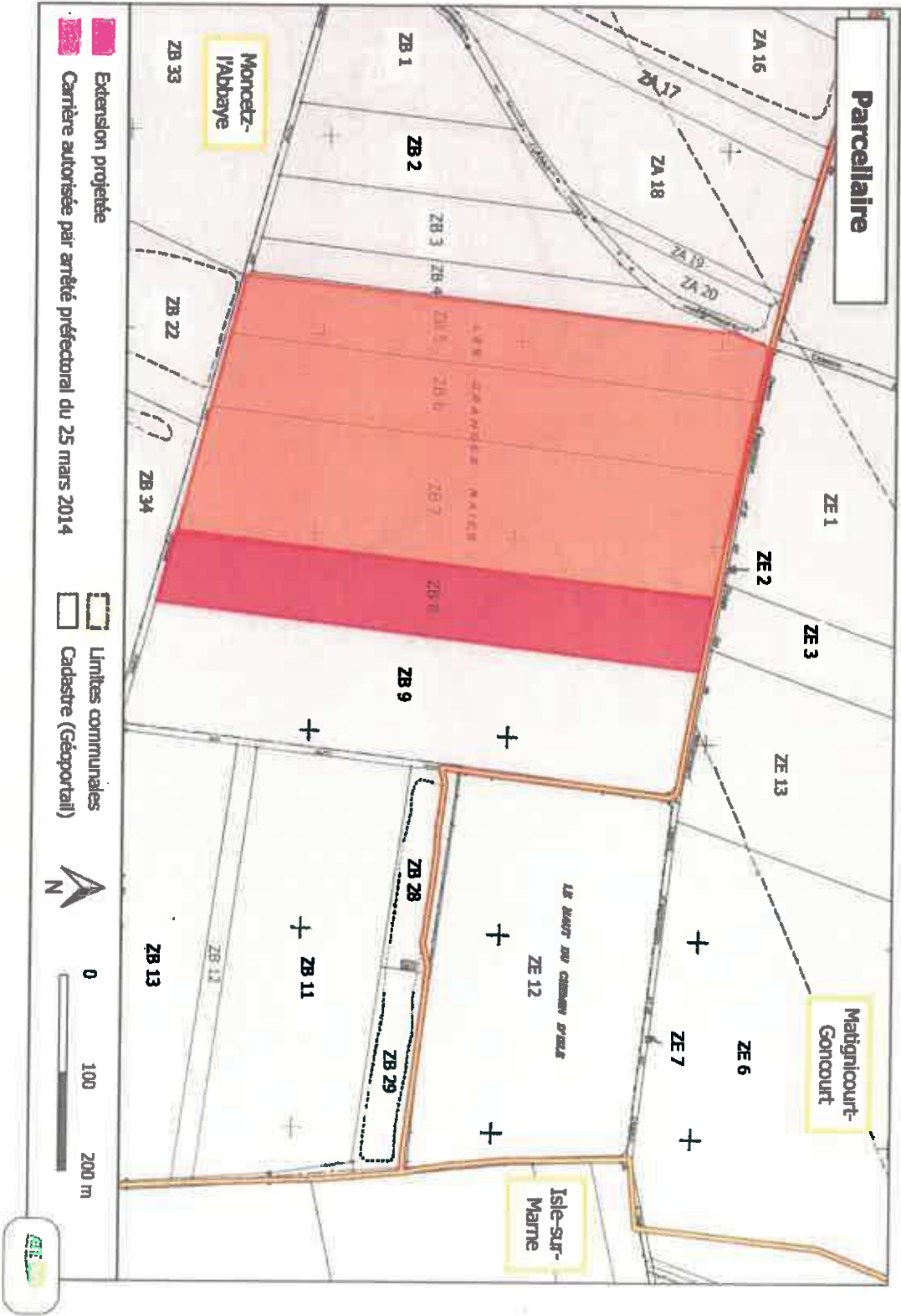
En fonction des résultats obtenus, la fréquence des analyses pourra ensuite être annuelle sous réserve de l'accord de l'inspection des installations classées, le prélèvement se faisant de préférence en basses eaux. Sur justificatifs, les paramètres mesurés pourront également être modifiés.

Au terme de la remise en état, l'exploitant proposera à l'Inspection des installations classées les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement des ouvrages piézométriques, afin d'éviter la pollution des



Annexe 1

Parcelles cadastrales

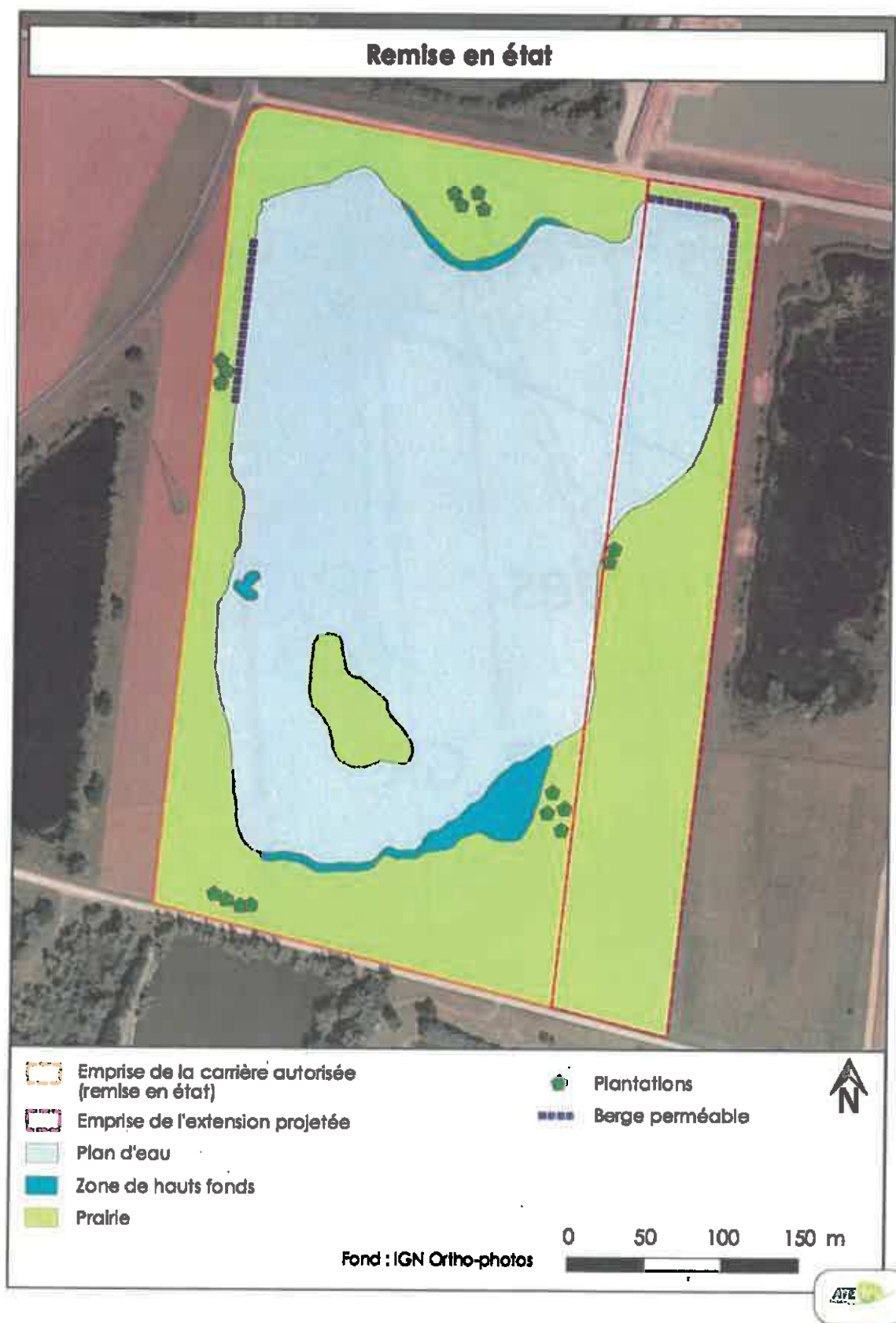


## Phasage





## Annexe 3 - Etat final



#### Annexe 4

#### Pléziomètres dédiés à la surveillance de la qualité des eaux souterraines

